

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 11 avril 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

1 000

hectares arables perdus chaque année en Roumanie à cause de la désertification

Bulgarie : Nouveau gouvernement prioritaire // Indicateurs de référence pour le quatrième trimestre 2023 // Sélection de Stadler Polska pour la livraison de 7 rames automotrices // Projets municipaux financés sur le budget de l'Etat 2024 // La Bulgarie parmi les 10 premiers producteurs et exportateurs européens de vélos // Les projets prioritaires du nouveau ministre de l'Énergie.

Chypre : Evolution importante des revenus à Chypre depuis 2017 // CYTA devrait s'acquitter d'une amende de 390 000€ pour non-respect des règles de la concurrence au terme d'un marathon juridique.

Grèce : « Les nouvelles règles de gouvernance économique de l'UE constituent un développement positif pour la Grèce » // La Banque de Grèce anticipe à 2,3% la croissance grecque en 2024 // 7 projets grecs retenus dans la liste des projets PCI/PMI // La Commission européenne approuve le financement de la rénovation de 14 trains de la ligne 1 du métro d'Athènes.

Moldavie : Les transferts de fonds de la diaspora ont reculé de 4,3% en 2023 // Les profits du secteur bancaire ont progressé de +12,5% en 2023 // Energocom a acheté 30 M m³ de gaz en avril.

Roumanie : Le revenu moyen des ménages a progressé de +2,8% au T4 2023 // Le déficit commercial recule au cours des deux premiers mois de l'année 2024 // Monsson, fournisseur d'énergie renouvelable, a mis en service une batterie de stockage d'électricité d'une capacité de 24 MWh // L'IFC va garantir des prêts de la BRD aux PME et entreprises sur un portefeuille de crédits d'un montant maximum de 700 M EUR // La Roumanie perd 1 000 hectares de terres arables par an en raison de la désertification dans le sud du pays.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Nouveau gouvernement intérimaire. Un gouvernement intérimaire est entré en fonction le 9 avril, les deux forces politiques soutenant le gouvernement régulier GuERB-UFD et Continuos le changement-Bulgarie démocratique n'ayant réussi à s'entendre ni sur le remaniement, ni sur les réformes à mener dans le pays. Le PM, choisi par le PR parmi une liste de hauts fonctionnaires, est M. Dimitar Glavtchev, ancien Président de la Cour des comptes (art. 99, al. 5 de la Constitution: la liste comprend le Président de l'AN, le Gouverneur ou les vice-Gouverneurs de la Banque centrale, le Président ou les vice-Présidents de la Cour des comptes, le Médiateur de la République ou ses adjoints). Le gouvernement intérimaire a pour principale mission de préparer la tenue des élections législatives anticipées qui auront lieu en même temps que les élections européennes le 9 juin prochain. La ministre des Finances est Mme [Lyudmila Petkova](#), ancienne vice-ministre des Finances dans 3 gouvernements. Dès son entrée en fonction, elle a déclaré que l'adhésion à la zone euro est la priorité principale du ministère des Finances. Le critère de stabilité des prix ne pouvant pas être rempli au moment de la préparation des rapports de convergence de juin 2024, les autorités prévoient de demander l'élaboration de rapports supplémentaires une fois que l'inflation aura baissé suffisamment, probablement à l'automne 2024.

Indicateurs de référence pour le quatrième trimestre 2023. Selon [l'Institut national statistique](#), au quatrième trimestre 2023, le PIB a augmenté de 1,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. 69,6 % du PIB a été généré par la consommation des ménages. La part relative de la formation brute de capital fixe dans le PIB au quatrième trimestre 2023 a été de 20,6 %. Cet indicateur a augmenté de 3,7 % en termes réels par rapport à la même période de l'année précédente. La part relative des personnes employées dans la population âgée de 15 ans et plus a été de 53,1 % et le taux de chômage de 4,2 %. Les coûts totaux des employeurs par heure travaillée par leurs salariés ont augmenté de 11,7 % par rapport au quatrième trimestre 2023.

Actualités sectorielles

Sélection de Stadler Polska pour la livraison de 7 rames automotrices et négociations avec Patentes Talgo SL pour la fourniture de 20 trains électriques. Le ministre des Transports et des communications, Georgi Gvozdeykov a signé [le 4 avril](#) la décision de sélection de l'entreprise polonaise Stadler Polska pour la livraison de 7 rames automotrices à deux niveaux pour 153,7 M€, le délai de livraison étant de 26 mois. Des négociations seront entamées avec l'entreprise espagnole Patentes Talgo SL pour la fourniture de 20 trains électriques après le retrait de la compagnie chinoise Qingdao Sifang Locomotive Co., Ltd de l'appel d'offres, suite à enquête approfondie par la Commission européenne au titre du règlement sur les subventions étrangères.

Projets municipaux prioritaires financés sur le budget de l'Etat 2024. Le ministère du Développement régional et des travaux publics [a signé](#) sur les deux derniers mois des accords avec 191 municipalités pour le financement de 723 projets prioritaires sur le budget de l'Etat 2024, d'une valeur de 993 M€ (dont 27 % pour réhabilitation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, 23 % pour la réparation des routes et 23 % pour la réhabilitation des rues). Parmi les bénéficiaires les plus importants sont les municipalités de Varna (70,3 M€), de Stara Zagora (25,6 M€) et de Vidin (20,5 M€). Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté [le 5 avril](#) en première lecture l'élargissement de la liste des projets prioritaires municipaux inscrits dans le budget de l'Etat 2024 à 2 258 projets.

[La Bulgarie est parmi les 10 premiers pays de l'UE en termes de production et d'exportations de vélos](#) et de composants pour vélos [selon le vice-ministre](#) des Transports et des communications Anna Natova qui a participé au Conseil informel des ministres des Transports de l'UE les 3 et 4 avril. La Bulgarie a été parmi les pays signataires de la déclaration sur la promotion et le développement du transport vélo. Les producteurs de vélo les plus importants dans le pays sont [Maxcom](#) et [Leader96](#).

[Projets prioritaires du nouveau ministre de l'Énergie](#). Les [projets prioritaires](#) pour le nouveau ministre intérimaire de l'Énergie Vladimir Malinov, dont le poste précédent a été celui de directeur exécutif de Bulgartransgaz, sont la poursuite du processus de libéralisation du marché de l'électricité, la finalisation de la mise à jour du plan énergie-climat et l'actualisation de la stratégie énergétique.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

[Évolution importante des revenus à Chypre depuis 2017](#). Les données du département des impôts révèlent l'évolution des salaires en 2021 et 2022, sur la base des déclarations fiscales soumises. Plus précisément, en 2022, il y avait 299 421 contribuables, salariés et indépendants, sur la base du revenu brut. Il ressort de l'analyse que :

- 25 % des contribuables avaient des revenus inférieurs à 19 500 euros, qui sont exonérés d'impôt en vertu d'un décret du service des impôts.
- 24% se trouvaient dans la deuxième tranche d'imposition, avec des revenus annuels compris entre 19 500 et 28 000 euros. Ces contribuables étaient imposés à 20 %. Ces deux tranches représentent donc 49% de la population chypriote (147 500 contribuables) et sont considérés comme des revenus moyens.
- 16% (48 368 contribuables) avaient des revenus compris entre 28 001 € et 36 300 € et étaient imposés à 25 %.
- 22% avaient des revenus bruts compris entre 36 301 € et 60 000 €, sur lesquels ils payaient un impôt sur le revenu de 30 %.
- 12% (revenus les plus élevés) avec des salaires supérieurs à 60 000 euros. Ces 36 702 salariés et indépendants ont payé un impôt sur le revenu de 35 %.

Depuis 2017, année où la Direction des impôts avait publié des données similaires, le nombre de personnes ayant un revenu élevé a augmenté de plus de 50 %. En outre, par rapport à 2017, le nombre de salariés exonérés d'impôt a diminué de 15 %. Il convient de rappeler que le gouvernement devrait procéder à des réformes fiscales et envisagerait une augmentation de la franchise d'impôt à 24 000 euros.

Actualités sectorielles

[CyTA devra s'acquitter d'une amende de 390 000 € pour non respect des règles de la concurrence au terme d'un marathon juridique](#). La Cour suprême a confirmé lundi un jugement antérieur du tribunal administratif qui avait validé une décision de l'organisme de surveillance de la concurrence d'infliger une amende de 390 000 euros à l'Autorité chypriote des télécommunications (CyTA).

L'affaire remonte à 2007, lorsque la CyTA a été accusée d'abuser de sa position dominante. Selon Golden Telemedia, la CyTA refusait de fournir à ses clients - qui achetaient des cartes prépayées "So Easy" - l'accès à des services télématiques. CyTA était donc accusée de bloquer l'accès des clients de Golden Telemedia à ces services. Celle-ci avait déposé sa première plainte auprès de la Commission pour la protection de la concurrence (CPC) en septembre 2012.

« Les nouvelles règles de gouvernance économique de l'UE constituent un développement positif pour la Grèce », selon les déclarations du ministre grec de l'Economie et des Finances M. Hatzidakis, qui a ajouté qu'« elles répondent aux objectifs de longue date du pays ». Il s'agit notamment i) du statut spécial des dépenses de défense dans le calcul du déficit : si un Etat membre a des investissements en matière de défense plus élevés que la moyenne européenne, ou s'il augmente de manière significative ses investissements en matière de défense, ces dépenses ne déclenchent pas par défaut la procédure de déficit excessif et ii) de la viabilité de la dette grecque : dans le cadre des nouvelles règles, les intérêts différés, [intérêts accumulés pendant la période de grâce de 10 ans pour le paiement des intérêts, accordée au pays sur les créances du MES et du FESF et la maturité de ces mêmes créances, que la Grèce devra commencer à rembourser en 2032 conformément à l'accord d'allègement de la dette grecque de 2018], qui devraient s'élever à 25 Mds€ en 2033, ne seront pas pris en compte dans les calculs de l'évolution de la dette souveraine grecque de cette année et n'enclencheront pas la procédure de déficit excessif.

Concernant les garanties de réduction du déficit et de la dette grecque : le pays ayant une dette excessive (160,9% du PIB en 2023 selon la Commission européenne), il est soumis aux nouvelles règles de sauvegarde, l'obligeant à réduire sa dette de 1 % par an en moyenne d'ici la fin de la période d'application du plan. Ces dispositions sont moins restrictives que l'exigence précédente selon laquelle les Etats devaient réduire leur dette annuelle de 1/20 de l'excédent supérieur à 60 %. Au sujet du déficit grec, il faudra le réduire pendant les périodes de croissance à 1,5 % du PIB, (contre 0,5-0,7% à présent), afin de créer un coussin de dépenses. Pour rappel, le déficit grec s'est élevé à 2,3% en 2023 et selon les dernières prévisions de la Commission il serait à 1,3% en 2024, soit en dessous de la limite officielle posée par les nouvelles règles.

L'application des nouvelles règles budgétaires dans la zone euro est prévue dès cette année pour les budgets 2025.

Selon la Banque centrale, la croissance de la Grèce devrait être de 2,3% en 2024. C'est moins que les projections gouvernementales de 2,9% mais au-dessus de la moyenne attendue de l'UE. La consommation privée et l'investissement continueront d'être les deux moteurs principaux. Le prix de cette tonicité de la consommation privée et de l'investissement sera vraisemblablement une dégradation de la balance commerciale, selon le gouverneur de la banque centrale, M Yannis Stournaras. Inversement, toujours selon le gouverneur de la banque centrale, la conjoncture européenne et les incertitudes internationales pourraient peser négativement sur la croissance grecque.

En 2023, la Grèce a enregistré la 3e plus forte proportion (26,1%) de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale (après la Bulgarie et l'Espagne), selon l'Enquête sur les revenus et les conditions de vie des ménages EU-SILC, effectuée par l'autorité statistique ELSTAT sur 12 pays de l'UE. Le taux de risque de pauvreté est plus important pour les femmes (27,3%, contre 24,8% pour les hommes). Il touche en premier lieu les jeunes et les adolescents (28,1%), puis ceux entre 18 et 64 ans (26,3%) et ceux ayant 65 ans ou plus (23,9%). Au niveau régional, le risque le plus élevé est enregistré dans le Péloponnèse (35,7%), la Grèce occidentale (35,2%), la Macédoine orientale & Thrace (31,9%) et la Macédoine occidentale (32,7%).

Niveau de vie et indicateur d'inégalités. Avec un coefficient de Gini atteignant 31,8% (le coefficient de Gini varie entre 0 (égalité économique totale) et 100 (inégalité totale), la Grèce affiche la 4e plus forte inégalité de revenus parmi 13 pays de l'UE, pour

lesquels des données sont disponibles. L'indice, qui avait légèrement reculé aux cours des années précédentes, a augmenté de 0,4% en 2023.

Actualités sectorielles

7 projets grecs retenus dans la liste de projets d'intérêt commun (PCI) et de projets d'intérêt mutuel (PMI), publiée le 8 avril dernier dans le [Journal officiel de l'UE](#). La liste comprend au total 166 projets qui peuvent bénéficier d'une procédure d'autorisation simplifiée, d'un soutien réglementaire et d'un financement de l'UE dans le cadre de la "Connecting Europe Facility". Les 7 projets grecs retenus : 1) Projet d'interconnexion électrique Grèce – Chypre- Israël (Great Sea Interconnector, anciennement dénommé EuroAsia Interconnector) ; 2) Station de transfert d'énergie hydroélectrique par pompage à Amphiloche ; 3) Système de stockage d'énergie par batterie de Ptolemaïda ; 4) Interconnexion électrique Grèce-Egypte (projet Gregy) ; 5) Interconnexion hydrogène entre la Grèce et la Bulgarie (Infrastructures internes pour l'hydrogène en Grèce à destination de la frontière bulgare et Infrastructures internes pour l'hydrogène en Bulgarie à destination de la frontière grecque) ; 6) Stockage en mer sur le site de Prinos des émissions grecques de CO2 par gazoduc, et des émissions provenant de Bulgarie, de Croatie, de Chypre, d'Italie et de Slovénie par navire et 7) Projet Eastmed : Gazoduc reliant les réserves de gaz de Méditerranée orientale à la Grèce continentale via Chypre et la Crète .

La Commission européenne a approuvé le financement de la rénovation de 14 trains de la ligne 1 du métro d'Athènes, selon un [communiqué](#) du ministère grec des infrastructures et des transports. Le coût éligible du projet s'élève à 12,3 M€ et sera puisé dans le programme opérationnel "Infrastructures de transport, environnement et développement durable" du Fonds de cohésion. La rénovation devra prolonger la durée de vie des trains d'environ 25 ans et réduira la consommation d'énergie de 15 %. Le projet ouvre la voie à d'autres investissements pour la période de financement 2021-2027, ce qui signifie que l'investissement total pour ce projet s'élèvera à plus de 94 M€, selon le communiqué.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Les transferts de fonds de la diaspora ont reculé de 4,3% en 2023, par rapport à 2022, et se sont élevés à 1,63 Mds €. La majorité des transferts ont été réalisés en euros (70,5%). A noter que les transferts en roubles se sont effondrés et ne représentent plus qu'une part marginale ; dans le même temps les opérations libellées en dollars ont progressé de +61% et représentent désormais 20,7% du total. Les transferts de fonds de la diaspora représentaient 10,7% du PIB l'an dernier.

Les profits du secteur bancaire ont progressé de +12,5% en 2023, pour atteindre 4,1 Mds MDL (210 M €). Cette croissance a été principalement portée par l'augmentation des recettes générées par les intérêts (+19%) en raison du maintien d'un environnement de taux élevés, des honoraires et commissions (+10,1%) et des variations de change (+10,2%).

Actualités sectorielles

Energocom a acheté 30 M m³ de gaz en avril, à un prix inférieur à celui proposé par Gazprom à Moldovagaz. Cette opération, réalisée à

l'issue d'un appel d'offres auprès d'entreprises européennes, s'est conclue à un prix inférieur à 300 \$ (277 €) pour 1000 m³. En raison de cette amélioration des conditions de marché, l'entreprise a accepté de réduire son prix de vente à Moldovagaz, de 550 à 450 € pour 1000 m³, ce qui pourrait conduire à une baisse des prix à la consommation.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le revenu moyen des ménages a progressé de +2,8% au T4 2023, à 7 504 RON (1 510 EUR). Cette hausse a été portée par la forte augmentation des revenus en nature (+16%, à 548 RON) observée au cours du trimestre. Si les revenus monétaires représentent toujours 92,7% du total, leur progression a été limitée à +1,9% au cours de la période. Dans le même temps, les dépenses des ménages ont marginalement progressé (+0,3%), pour atteindre 6068 RON (1221 EUR) par mois. Les achats alimentaires représentent toujours le principal poste de consommation (34,2%).

Le déficit commercial a reculé au cours des deux premiers mois de l'année 2024, à 4,1 Mds EUR (-5,2%, en glissement annuel), dans le prolongement de la baisse observée en 2023 (28,9 Mds EUR, contre 34,1 Mds EUR en 2022). Les échanges internationaux de la Roumanie ont diminué au cours de la période, mais les exportations (-0,1 %) ont reculé à un rythme moindre que les importations (-1,2 %). Le secteur des transports demeure le principal moteur du commerce extérieur du pays, générant 44,2% des exportations et 35,7% des importations.

Actualités sectorielles

Monsson, fournisseur d'énergie renouvelable, a mis en service une batterie de stockage d'électricité d'une capacité de 24 MWh.

Cette unité de stockage stationnaire devient ainsi la plus importante du pays et sera alimentée par le parc éolien de 50 MW auquel elle est adossée ainsi que par un parc photovoltaïque voisin de 35 MW qui devrait être raccordé au réseau dans les prochains mois. La capacité de stockage du site devrait atteindre, à terme, 216 MWh.

L'IFC va garantir des prêts de la BRD (Groupe Société Générale) aux PME et entreprises sur un portefeuille de crédits d'un montant maximum de 700 M EUR. Cette opération, qui prend la forme d'un transfert de risques significatifs, doit permettre à la BRD de libérer 315 M EUR de capitaux destinés à financer des initiatives durables ou inclusives, ciblant par exemple les PME détenues par des femmes.

La Roumanie perd 1 000 hectares de terres arables par an en raison de la désertification dans le sud du pays. Selon les autorités, un reboisement rapide est nécessaire pour la réhabilitation des terres, ce à quoi est affectée une partie des fonds du PNRR. En l'absence de mesures, le changement climatique pourrait impacter négativement l'agriculture roumaine et d'autres secteurs de l'économie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr